

---

## Quête de notabilité sociale, rémanence autoritaire et démocratisation au Cameroun

Joseph-Marie Zambo Belinga

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/216>  
DOI : 10.4000/etudesafriaines.216  
ISSN : 1777-5353

### Éditeur

Éditions de l'EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2003  
Pagination : 573-589  
ISBN : 978-2-7132-1810-1  
ISSN : 0008-0055

### Référence électronique

Joseph-Marie Zambo Belinga, « Quête de notabilité sociale, rémanence autoritaire et démocratisation au Cameroun », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 171 | 2003, mis en ligne le 15 février 2007, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/216> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.216

---

Joseph-Marie Zambo Belinga

## Quête de notabilité sociale, rémanence autoritaire et démocratisation au Cameroun

L'expérience de réinstauration officielle du pluralisme social et politique enclenchée au début des années 1990 préfigurait, aux yeux d'une frange de l'opinion publique camerounaise d'une part, et des analystes des questions de pouvoir d'autre part, une démocratisation de la société politique camerounaise. De telles prévisions, à notre sens, délibérément optimistes et intellectuellement partisans ont contribué à obstruer et à fragiliser toute ambition réfléchissante sur les conditionnalités et les possibilités réelles d'une démocratisation durable (option pour laquelle les dirigeants camerounais s'étaient officiellement prononcés), entreprise qui aurait préalablement réfléchi à identifier les priorités en vue de sa réussite.

D'autres grilles d'analyse proches du pouvoir, et de ce fait volontairement « indolentes », pour créditer le caractère imminent de l'ère de la démocratie, ont fondé leur optimisme sur la juvénilisation de l'armature juridique qui marquait cette période et qui fut longtemps considérée comme le socle du pouvoir autoritaire, affirmant que sa refonte constituait la clé qui ouvrirait la porte de la démocratie. Ce travail, en s'intéressant aux mentalités qui meuvent les acteurs politiques, en analysant leurs comportements au pouvoir et en débusquant la signification des pratiques sociales symboliques qu'ils construisent autour de leur personne, démontre que la démocratie se construit d'abord et avant tout, dans une société, au niveau des mentalités des catégories dirigeantes et que le déficit de démocratie que la société camerounaise connaît aujourd'hui trouve ses fondements dans les difficultés qu'éprouvent les catégories dirigeantes à refondre leur univers comportemental pour l'arrimer aux principes et exigences de la démocratie.

Une distanciation à dessein de distinction dominatrice

L'examen des formes de sociabilité développées par les strates bureaucratico-administrative et politique privilégiées<sup>1</sup> du Cameroun, aussi bien dans leur

---

1. Les membres de ces strates ont fait l'objet d'un essai de quantification (NGAYAP 1983).

milieu professionnel que hors de celui-ci, conduit à repérer des stratégies de particularisation marquées du sceau d'une omniprésente quête de notabilité sociale dans la socialité quotidienne, quête dont l'expression se traduit par une ruée des différents acteurs vers l'acquisition de titres et grades professionnels d'une part, et l'identification, une fois ceux-ci obtenus, du bénéficiaire à eux, indifféremment dans ses sphères privée et publique, en vue de se voir « impartir une espèce de sacralité qui se manifeste et se confirme au travers d'actes symboliques » (Goffman 1974 : 43), d'autre part.

Une sociologie de la « banalité » étatique et du quotidien social dont l'un des sites de réflexion pourrait consister en l'analyse de la gestuelle qui se construit autour du titulaire d'un poste de responsabilité et qui tend à le défié<sup>2</sup> en le soustrayant de ceux qui ne sont pas comme lui, pour l'ériger en suprématie, conduit à découvrir la signification cachée que les titulaires en font. L'insistance avec laquelle les membres des strates bureaucratICO-administrative et politique privilégiées veulent désormais voir leurs fonction et/ou titre les « accompagner » quotidiennement dans leur vie, même privée, participe d'une double stratégie de ségrégation sociale et de domination des victimes des inégalités d'accès, donc de discrimination sociétale. Car, « sachant que la manière est une manifestation symbolique dont le sens et la valeur dépendent autant de ceux qui la perçoivent que de celui qui la produit, on comprend que la manière d'user des biens symboliques, et en particulier de ceux qui sont considérés comme les attributs de l'excellence, constitue un des marqueurs privilégiés de la "classe" en même temps que l'instrument par excellence des stratégies de distinction, c'est-à-dire, dans le langage de Proust, l'"art infiniment varié de marquer les distances" » (Bourdieu 1979 : 70).

En se faisant appeler partout Monsieur le Directeur, Monsieur le Secrétaire Général, Excellence, Monsieur le Ministre, Honorable<sup>3</sup>, Très Honorable, etc., les titulaires de ces fonctions et titres entreprennent, à dessein, de se constituer en une sorte de « caste » rédhibitoire pour l'accès de tous ceux qui n'en font pas partie, même si parfois certains de ceux-là sont nantis des mêmes qualifications. L'utilisation récurrente de ces titres dans le référentiel communicationnel en vogue au Cameroun constitue un véritable processus de banalisation d'une entreprise d'inculcation de l'acceptation de la domination aux cadets sociaux. À travers le recours permanent à cette lexicologie aux relents classificatoires, se cache en réalité, dans son volet symbolique, tout un projet de consécration des collectionneurs de titres sociaux de notabilité dont le revers est qu'il déclasse tous les non-possédants.

- 
2. Pour s'en faire une idée, il suffit de s'intéresser à des repères telles que les « technologies » de salutation auxquelles sont astreints les sans importance lorsqu'ils veulent établir ou initier le lien social primaire avec les membres de ces strates. Ces « technologies » s'articulent autour d'une stricte observation de révérences (se courber, tendre les deux mains, etc.).
  3. Sur les prétentions que cette lexicologie suscite chez ses clients et « vendeurs », lire Joseph-Marie ZAMBO BELINGA (1998).

Cette volonté manifeste de ségrégation transparait davantage après la cessation de l'exercice desdites fonctions. Les acteurs ayant appartenu aux strates bureaucratique-administrative et politique privilégiées se rebiffent à l'idée d'en sortir et jouent, à cor et à cri, la corde du maintien en conservant un versant du patrimoine symbolique : le titre de leur fonction antérieure. Ainsi, des acteurs ayant longtemps occupé les postes de directeur d'une administration centrale, membre du gouvernement, secrétaire général de ministère, etc., continuent à arborer ces étiquettes, mieux, insistent que leur nom soit « habillé » préalablement par ces titres distinctifs de leur passé glorieux<sup>4</sup> afin de maintenir une distance, un écart, lesquels, selon Bourdieu (1979) constituent la mesure de la « distinction distante » et d'échapper à une certaine immersion dans une vision immédiatement donnée. Par cette démarche en effet, ils manifestent leur refus d'appartenir au monde des « sans nom » et s'investissent en même temps à conserver un atout de domination de celui-ci : le titre. Il s'agit d'une domination qui fonctionne à la logique d'imposition symbolique, elle-même focalisée sur la présentation du soi de ceux qui estiment appartenir à la strate des privilégiés car, comme le souligne Erving Goffman (1974 : 46) « lorsqu'un individu se pose comme étant la personne qui traite les autres et est traitée par eux d'une certaine façon, il lui faut être sûr de sa capacité à incarner et à être cette personne ». Dès lors, se met en place, entre titulaires des positions de pouvoir et dépendants, un ensemble de règles de conduite fondamentalement asymétriques défavorables aux seconds, contrairement aux sociétés démocratiques où elles s'organisent en codes garantissant les convenances et l'équité.

Pour mesurer le degré d'emprise des titulaires des positions de pouvoir sur les victimes des inégalités d'accès, il suffit de s'intéresser à l'orientation que revêt l'interaction sociale entre ces deux groupes sociaux. Il s'agit d'un schéma unidirectionnel qui sacrifie et néantise l'apport et la présence des cadets sociaux que sont les victimes des inégalités d'accès et survalorise les positions et les options du « *massa* »<sup>5</sup>. Si, comme le souligne Pierre Bourdieu (1979 : 278) en parlant des luttes symboliques entre classes, « les luttes pour l'appropriation des biens économiques et culturels sont inséparablement des luttes symboliques pour l'appropriation de ces signes distinctifs que sont les biens ou les pratiques classés et classants... » ; la ruée vers l'acquisition des titres et leur conservation sont, aux strates bureaucratique-

- 
4. Des anecdotes bien connues racontent comment des anciens membres du gouvernement et des personnalités occupant des fonctions qui assimilent leur titulaire aux membres du gouvernement, insistent que leur nom soit précédé de « Excellence » ou encore « Excellence, Monsieur le Ministre ».
  5. Le mot *massa* que nous empruntons volontiers à la langue beti, signifie d'abord l'employeur, le patron. Mais sa profondeur se cernerait davantage si on le restituait dans le contexte colonial où il a effectivement pris corps et où l'indigène qui appelait son employeur Blanc *massa* le vénérât purement et simplement. Tout au moins, de façon officielle. C'est cette relation qui paraît se transposer entre ces deux groupes sociaux.

administrative et politique privilégiées du Cameroun, qui ont déjà acquis une sécurité matérielle, des stratégies de luttes symboliques en vue de la même appropriation exclusive des signes distinctifs qui font la « distinction naturelle » (*ibid.* : 279). Les gestes de révérence qu'on leur adresse au moment de les aborder, l'obligation du personnel attaché à une administration de répondre à son patron, comme des élèves d'une école primaire de brousse à leur maître, « oui Monsieur le Directeur », « oui Excellence »<sup>6</sup> à chaque fois qu'ils doivent répondre à une question du « boss », les prosternations : véritables moments d'expression de la fidélité, de la soumission sociale (au travers de la symbolique de la domination qu'elles véhiculent) des agents et collaborateurs à leur patron, en l'inscrivant subrepticement dans la quotidienneté du lien social administratif, c'est-à-dire aux premiers échanges et contacts entre privilégiés sociaux et leurs dépendants dans le cadre professionnel, « l'habillage » de son nom comme préalable à toute interpellation, mieux la substitution de celui-ci par sa fonction, l'entreprise de mise au pas des usagers par le personnel du secrétariat (entreprise qui, souvent, n'hésite pas à réajuster et réactualiser l'univers terminologique de certains usagers en leur rappelant le titre du patron), sont autant d'attitudes symboliques qui, d'une part, visent à « imposer une représentation de soi normalement associée à une condition supérieure et lui assurer l'adhésion et la reconnaissance qui en font une représentation légitime, objective » (*ibid.* : 282). Car, comme le dit, une fois de plus, le même auteur concernant les noms (aussi bien communs que de qualité) dans une réflexion qu'il a consacrée au pouvoir du langage dans les échanges linguistiques, « [...] ils ont en commun avec eux une intention que l'on peut appeler performative ou, plus simplement, magique : l'insulte, comme la nomination, appartient à la classe des actes d'institution et de destitution plus ou moins fondés socialement, par lesquels un individu, agissant en son propre nom ou au nom d'un groupe plus ou moins important numériquement et socialement, signifie à quelqu'un qu'il a telle ou telle propriété, lui signifiant du même coup d'avoir à se comporter en conformité avec l'essence sociale qui lui est ainsi assignée » (Bourdieu 1982 : 100). En structurant la perception que les victimes des inégalités d'accès ont du milieu dans lequel ils sont appelés à évoluer, les titres des « boss » qu'ils doivent, dans toute transaction avec la hiérarchie reproduire, constituent l'épure au travers de laquelle celle-ci assoit sa domination sur le reste de la population en convertissant le « capital symbolique » engrangé par le biais de l'acquisition de ces titres en véritable pouvoir social.

D'autre part, elles réactualisent la réalité autoritaire dans la vie étatique de l'ère des « libertés » au Cameroun. En s'enracinant dans les consciences

6. Cette pratique a cours même parmi les membres des catégories sociales privilégiées. C'est ainsi qu'un secrétaire général d'un ministère répond « oui Excellence » à son ministre.

individuelles aussi bien des acteurs du bas que du haut, ces pratiques de déférence<sup>7</sup> réinventent et réactualisent la domination parce qu'elles soumettent les masses sans pouvoir au règne des « prétendants prétentieux » dont la tactique d'usurpation d'identité sociale focalise son attention sur le paraître pour valoriser un être de peu de consistance en lui adjoignant, coûte que coûte, vaille que vaille des « propriétés distinctives » : le tout, dans l'intention de devenir ce « détenteur assuré » dont parle Bourdieu. L'enfermement et l'encerclement dans ce carcan carcéral rituel<sup>8</sup> développent un imaginaire collectif marqué du sceau de la dépendance pour ceux des acteurs qui se trouvent dans une position subalterne d'une part et de prescripteur unilatéral de modèles et d'ordres pour ceux appartenant à la strate dominante. Ils instaurent par le fait même une situation arbitraire parce qu'elle confère aux dominants, le pouvoir, fût-il symbolique, de stratifier unilatéralement et par effraction la société camerounaise. Contrairement à ce qui est la norme dans le domaine des pratiques de déférence, à savoir que l'individu, même s'il peut désirer, gagner ou mériter qu'on la lui témoigne, n'a pas le droit d'en réclamer ni de s'en manifester lui-même et donc doit l'obtenir des autres (Goffman 1974 : 52), les membres des strates privilégiées du Cameroun trouvent que cette onction sociale peut faire l'objet de transgression et se l'octroient sans aucune hésitation tout en s'assurant que les populations en appliquent les symboles. Les pratiques que nous venons d'énumérer ci-dessus, qui généralement font l'objet de peu d'attention parce que (pourrait-on hâtivement conclure) rentrant dans le registre officiel de la politesse ou du respect, véhiculent pourtant une taxinomie sociale discriminatoire dont une « sémiologie sociale » réflexive ne peut éluder la question d'en déchiffrer les contours latents. Ceux qui, quotidiennement, dans leur espace de vie sont harcelés par des « règles » arbitraires de la société pour sacrifier à des pratiques qui sont en fait des « rites d'institution », au sens où l'entend Pierre Bourdieu, et qui élèvent des minorités prétendantes se voient, par ce fait, ravalés au rang de grisaille sociale indistincte, d'obscur. Un des effets du rite consiste en effet à séparer ceux qui l'ont subi de ceux qui ne le subiront en aucune façon et, ce faisant, « d'instituer une différence durable entre ceux que ce rite concerne et ceux qu'il ne concerne pas » (Bourdieu 1982 : 121). Ces « rites d'institution » suscitent des « rites d'évitement » à cause du type de déférence qu'ils véhiculent et qui oblige

- 
7. Nous employons ce concept dans le sens que lui assigne Erving GOFFMAN (1974 : 50-51), c'est-à-dire comme « un composant symbolique de l'activité humaine dont la fonction est d'exprimer dans les règles à un bénéficiaire l'appréciation portée sur lui, ou sur quelque chose dont il est le symbole, l'extension ou l'agent ». Les manifestations les plus visibles de la déférence étant, pour lui, les salutations, compliments et excuses qui ponctuent les rapports sociaux et qu'il désigne du nom de « rites statutaires » ou encore « rites interpersonnels ».
  8. Car les victimes des inégalités d'accès sont tenues de faire un effort pour surveiller et diriger les implications symboliques de leurs actes lorsqu'elles se trouvent en présence des strates dominantes.

l'offrant à se tenir à distance du bénéficiaire (Goffman 1974 : 54), à respecter un certain nombre de prescriptions, interdictions et tabous afin de ne pas violer les distances. L'observation de ces rites institue donc la ségrégation sociale parce qu'elle consacre la différence entre titulaires et non-titulaires des « titres sociaux de crédit ou de croyance » en propulsant, après les avoir arrachés de l'insignifiance, les premiers au premier plan de la scène sociale alors que les seconds chutent dans le « Néant » ou encore le « moindre Être ». Ces titres ont effectivement un effet multiplicateur de la valeur ou de l'aura de leur porteur, car ils accroissent l'intensité de la croyance en leur valeur, ce, eu égard au principe de « l'efficacité symbolique » qui leur est reconnu, c'est-à-dire au « pouvoir qui leur est reconnu d'agir sur le réel en agissant sur la représentation du réel » (Bourdieu 1982 : 124)<sup>9</sup>. Ils confèrent à leur détenteur une définition sociale, une identité, bref, une nouvelle « essence sociale » auréolée d'une compétence, réelle ou virtuelle. Cette compétence fera l'objet d'une capitalisation par ses détenteurs au moment d'apporter leurs services à l'État.

## Un État surveillant

L'encerclement dans le carcan carcéral symbolique touche également les membres des strates bureaucratique-administrative et politique privilégiées avec autant, sinon plus, de contraintes que les victimes des inégalités d'accès. L'État, dans sa conduite quotidienne des affaires et principalement dans son volet nomination à des postes de responsabilité ou aux hautes

9. Même si, comme le soutient Erving Goffman (1974 : 53), le comportement de déférence est susceptible d'avoir un caractère honorifique et traduit peu les vrais sentiments de son auteur : le bénéficiaire ne recevant que le bénéfice du doute, quand ce n'est un manque réel de considération que dissimule le protocole. Car, comme il le fait d'ailleurs remarquer lui-même, « le "oui, Docteur" que répond l'infirmière à une réprimande et qui signifie que la critique, aussi désagréable soit-elle, a été comprise et n'entraîne aucun mouvement de révolte » (*ibid.* : 54) ainsi que les « oui Excellence » et autres formules en cours au Cameroun sont en fait des légitimations implicites de l'autorité de leurs bénéficiaires dont les fondements ne commencent à s'effriter, ainsi qu'il l'accepte aussi, que dès le moment où on se voit refuser une marque de déférence attendue. Or, cela est loin d'être le cas au Cameroun aujourd'hui. Dans une autre perspective, ces comportements de déférence dont le respect est une forme d'expression de l'acceptation, fût-elle hypocrite, de la supériorité du bénéficiaire, instaurent au Cameroun un nouveau type de société de cour qui ébranle pratiquement les acquis de la thèse de l'interdépendance entre supérieurs et leurs subordonnés mis en exergue par Norbert Élias (1985) en traitant des rapports entre le roi et ses serviteurs. Chaque titulaire de position de pouvoir, à quelque échelon que ce soit, se trouve ainsi entouré d'une meute de « fidèles » serviteurs qui n'ont aucune influence sur lui et qui lui vouent un culte de la personne les conduisant à l'assister quotidiennement dans ses moindres préoccupations qui vont parfois jusqu'aux déplacements et voyages privés.

fonctions étatiques<sup>10</sup> se présente et agit comme un surveillant d'un établissement péremptoirement accroché au dogme de la discipline et attribuant récompenses, titres et attributs à ceux de ses « élèves » dont le comportement traduit une assimilation et une adoption des « valeurs » telles que la docilité, la passivité. Les titulaires des positions de pouvoir ainsi que les postulants à ces positions sont en effet soumis, pratiquement, à une sorte de dressage dans l'intention non avoué de les manipuler, c'est-à-dire de les assujettir en exerçant sur eux un ensemble de coercitions symboliques qui leur impose la passivité et l'obéissance au pouvoir établi. Il s'agit donc ni plus ni moins d'un système disciplinaire au sens où l'entend Michel Foucault (1975).

Les différents meetings politiques du parti au pouvoir, les cérémonies d'installation des autorités administratives dans les différentes circonscriptions administratives du territoire, les visites de prise de contact des mêmes autorités après leur installation, les tournées des membres de la strate politique dans les localités du territoire national, bref, la moindre cérémonie dans une localité conduit à une mobilisation quasi totale de ce que la rhétorique officielle appelle les élites. « Véritables seigneurs dans un système d'allégeance, elles avaient à charge la mobilisation politique intense et la fidélisation de leurs communautés respectives au régime en place. » « La boulimie de positionnement en a fait, et ne cesse d'en faire des instruments de propagande et d'antagonismes interethniques dont elles se servent comme "rampe de lancement" vers les hautes sphères de l'État »<sup>11</sup> (Bah & Saibou 1997 : 282). Ces cérémonies sont ainsi des moments privilégiés au cours desquels les titulaires des positions de pouvoir et d'enrichissement dans les structures de l'État répondent présents à des sortes de séances officieuses « d'appel » organisées par celui-ci, et sacrifient ainsi à un rituel dont la signification profonde est de faire acte d'allégeance à un pouvoir dont les similitudes avec le « Père Noël » sont établies. Du côté des élites dans l'ombre, et donc en quête de positionnement dans les structures étatiques, ces cérémonies apparaissent comme des moments porteurs d'espoir de « naissance sociale » ou d'accès aux strates distinguées (pour celles qui pourraient être cooptées) ou de « renaissance sociale » (pour celles qui attendent une réinsertion dans lesdites structures).

La médiatisation à outrance de ces cérémonies facilite en effet le repérage et l'identification des absents qui apparaissent, dès lors, comme des éléments indisciplinés, réfractaires au régime et donc insusceptibles de promotion par celui-ci. On pourrait se demander qui seraient ceux qui s'occuperaient de la feuille de présence au cours de ces cérémonies. La réponse à cette interrogation est fournie par des observations et remarques significatives

10. Lesquelles, dans un contexte de disette chronique, assurent l'accès du titulaire et corollairement de ses dépendants, au bien-être social et qui font, pour ce fait, l'objet d'une convoitise à outrance des acteurs et groupes sociaux.

11. L'actualité de ces propos est, à notre avis, incontestable.

qu'essuient ceux considérés comme élites dans une localité, mais qui ne participent pas à ces sortes de grand-messe d'allégeance. Ces faits et remarques initiés par d'autres élites dont la position sociale est généralement confortable et qui, de ce fait, occupent le leadership de la localité ont, à la fois, une portée dissuasive et récupératrice. En faisant remarquer à une élite qu'elle ne se « fait pas voir », que chaque fois que les caravanes politiques traversent son village, mention est faite de sa « présence-absence », ses « frères » producteurs de ce discours acquis à la cause du régime, entendent, tout en exerçant un matraquage psychologique, lui signifier qu'il a opéré un mauvais choix et le ramener vers le « droit chemin ». Il se construit dès lors une sorte d'oligarchie de surveillants d'État dans chacune des localités du territoire.

Elle est constituée d'un ensemble d'élites originaires d'une localité, d'autorités administratives en fonction dans la même localité et de leaders politiques du parti au pouvoir dont la préoccupation essentielle consiste à défendre et à promouvoir les intérêts et les options du parti au pouvoir dans cette localité. Instance de « prospection » des élites, l'oligarchie des surveillants d'État œuvre ainsi à « l'enrégimentation » des candidats et titulaires des positions privilégiées au Cameroun ou nantis de qualifications et d'aptitudes à même de les y conduire en procédant par rançonnement des consciences des élites, en surveillant la conduite de chacune d'elle, en l'appréciant, la sanctionnant, en mesurant les qualités ou les mérites de chacune d'elle ; en un mot, en « filtrant » les candidatures. Cette oligarchie apparaît comme l'œil invisible du pouvoir dans les localités du territoire national qui procède à une pratique de nomination dont la sélection des candidatures s'opère au travers de « loupes » ou de « lentilles » dont les techniciens qui en manipulent le fonctionnement sont en fait les élites acquises déjà à la cause du pouvoir. L'examen de sélection des éventuels aspirants ou candidats à ces nominations, quant à lui, impose, entre autres épreuves, la présence physique à toutes les manifestations ayant lieu dans sa localité ainsi qu'à toutes les réunions préparatoires à ces manifestations. En un mot, se « faire voir », mais aussi s'offrir la protection d'un des membres de l'oligarchie des surveillants d'État. Il s'agit donc d'imposer la discipline parmi les postulants à une identité sociale distinguée. Or, comme le relève Michel Foucault (1975 : 172), « la discipline "fabrique" des individus ; elle est la technique spécifique d'un pouvoir qui se donne les individus à la fois pour objets et pour instruments de son exercice ». Dès lors, l'indépendance des élites devient sujette à question parce que soumise, de façon serrée, à un emboîtement des surveillances hiérarchisées de l'oligarchie des surveillants d'État qui doivent noter qui participe aux réunions du parti au pouvoir aussi bien dans sa localité d'origine qu'à son lieu de résidence ; qui tient des propos allant contre les positions dominantes ou du chef de l'État. Il s'agit là de pratiques qui entreprennent un quadrillage des comportements individuels en les soumettant à une sorte de « microscope de la conduite », lesquelles conduisent leurs auteurs à se muer en œil parfait auquel rien ne devrait échapper.

## Le mandarinat et le tutorat

L'action de l'oligarchie des surveillants que nous venons de décrire ci-dessus se complète et s'achève sur le terrain par le mandarinat et le tutorat. Ils consistent, pour chacun des membres de l'oligarchie des surveillants dont l'aura est à son zénith social et qui bénéficie de l'oreille attentive du chef de l'État, à procéder à une sorte de choix de son « filleul » politique. Ce choix entraîne, du côté du parrain, une activité de promotion et de protection du « candidat » ainsi choisi auprès des instances et des personnalités à même, grâce à leur position dans les institutions étatiques, de rendre concrètes les ambitions des tuteurs.

Dans un double contexte social où les élites s'offrent à une compétition quotidienne pour l'accès aux postes de responsabilité dans les structures de l'État en vue d'accéder au bien-être social et garantir leur survie et celle des leurs ; et où la liste des nouveaux venus dans la « société » des élites ne cesse d'enregistrer de nouvelles recrues, le mandarinat et le tutorat, par la quiétude psychologique qu'ils octroient à leurs « lauréats » dans la perspective de la réalisation de l'idéal de cooptation dans les instances dirigeantes étatiques, grâce à la « couverture » et au « parapluie » que les tuteurs fournissent à leurs « filleuls », recèlent en eux, un versant autoritaire.

Le choix des élites à consigner dans le « calepin » de promotion des tuteurs exige ou contraint ceux-ci à opérer de nombreuses disqualifications, eu égard à la multiplicité des « candidatures ». Cette réalité crée, chez l'élite bénéficiaire, un sentiment d'élu de Dieu bénéficiant, au travers de l'action du « Saint-Esprit » dont les tuteurs en sont les incarnations, de la grâce divine<sup>12</sup>. Profitant de cette inquiétude psychologique, les tuteurs suscitent, toujours chez les bénéficiaires, un sentiment de non-mérite, donc de sous-estimation par rapport aux autres élites qui auraient, elles aussi, pu être à cette place et qui parfois sont présentées comme plus méritantes. Cette liturgie cache mal le dessein de contrôler le penser et l'agir des personnalités servant l'État.

Le deuxième palier de l'essence autoritaire du mandarinat et du tutorat se situe au niveau de l'entreprise de promotion et d'encadrement qui complète en fait l'étape du choix du « filleul ». Véritable entreprise de marketing social de ce dernier, cette étape ôte à tout bénéficiaire dudit processus, toute confiance en soi en tant qu'entité singulière à même de donner, par sa seule initiative, un sens à son existence, donc de s'affirmer en tant que singularité productrice de son existence et suscite au contraire la dépendance.

Mais le tutorat et le mandarinat et la dépendance qu'ils secrètent dépassent le cadre des seules relations entre l'oligarchie des surveillants d'État et leur clientèle pour envahir la sphère des relations sociales entre usagers

12. Les conceptions qui présentent le président de la République comme l'homme providentiel envoyé par Dieu le Père puisent dans ce registre.

et prestataires de services d'une part et l'administration d'autre part. L'observation de ces relations conduit à repérer un lien à l'administration fortement coercitif et nécessitant, pour ce fait, de la part de l'usager, l'octroi de sortes de points d'appui ou de soutien en son sein dont le rôle est de faciliter ou d'amenuiser le coût des « transactions » administratives qu'impose désormais la vie « moderne », fonctionnant globalement à la logique de ce que Durkheim (1986 : 79) appelle la « solidarité organique ». Le pas vers l'administration, dans un contexte de corruption généralisée, de non-motivation chronique, d'abus de pouvoir et d'autorité, de mentalité de nuisance, d'adversité, de disette, prend les allures d'une aventure dont l'issue ne peut être qu'insaisissable par l'initiateur parce qu'il dépend en grande partie de la mesquinerie et des humeurs de l'administration qui sont sans cesse évanescentes. Dans ce contexte, et dans l'esprit d'en éviter la nuisance, les Camerounais sont appelés à se créer ou s'octroyer des « tuteurs » ou des « relations » dans les différents services publics et administratifs d'État. Véritables sortes de « parrains », ces « amis » de fortune servent de courroie de transmission, d'avocats et/ou de « notaires » dans les transactions que ceux qui bénéficient de leur protection effectuent avec l'administration. Dès lors, le déclenchement d'une procédure administrative impose comme préalable à tout initiateur réaliste de « prospecter » dans sa « pépinière » relationnelle afin d'y trouver la relation utile, c'est-à-dire à même de conduire son « dossier » à terme.

Cette course vers la création des « relations » est pourtant source de domination de la strate des « tuteurs », « fabricants » et fournisseurs de « paradis » et de « parapluies » d'ascension sociale et de dépendance des clients. On pourrait penser, d'entrée de jeu à une certaine réciprocité de dépendance en argumentant que les uns et les autres s'entre sollicitent et ce, dans un contexte de « solidarité organique ». La réalité nous détourne de cette grille d'analyse. Le statut social des « tuteurs », c'est-à-dire leur position dans la nomenclature de l'administration (il s'agit généralement de personnalités occupant des positions privilégiées dans les administrations centrales, ayant aussi un pied dans les activités politiques et dont les relations s'entrelacent avec celles d'autres membres du microcosme politico-administratif et économique) néantise l'éventualité d'un système de va-et-vient dans ce schéma relationnel et crédite plutôt l'hypothèse de la dépendance des seconds. La relation du citoyen à l'administration offre ainsi un autre exemple de mandarinat et de dépendance. La catégorie sociale qu'incarnent les multiples « tuteurs » et « parrains », qui prennent sur eux la responsabilité et le devenir des « dossiers » de leurs protégés, apparaît comme celle qui regroupe les véritables organisateurs et « façonneurs » des carrières des agents publics dont ils assurent l'avenir et en attendent soumission, reconnaissance et fidélité. Par ces attitudes et ces attentes, nous retrouvons les relations entre l'oligarchie des surveillants d'État et les élites en quête de positionnement social.

## L'exemple du haut

Les expériences d'encerclement des sans importance par les strates privilégiées s'insèrent en réalité dans un processus de reproduction de pratiques et logiques dont l'origine se situe au niveau du sommet de l'État. Dans ses moments d'extériorisation, le sommet de l'État secrète et fait envelopper ses formes d'expressivité d'artifices, de préalables symboliques et de formalités dont une lecture en profondeur cache mal la signification autoritaire qu'ils revêtent et les desseins de distanciation de la masse et de mystification du pouvoir et des tenants de ses positions qui en découlent. En s'intéressant à cet univers symbolique qui accompagne toujours les moments de manifestation et d'extériorisation du sommet du pouvoir et de sa cour, cette partie veut démontrer que le sceau autoritaire dont est encore fortement marqué l'État aujourd'hui au Cameroun puise ses fondements de son haut.

Le premier moment de ce formalisme pointu concerne les sorties officielles, voire officieuses du président de la République ou du couple présidentiel. La matérialisation de cet épisode de la théâtralisation et de la spectacularisation du pouvoir passe toujours par des rites symboliques annonciateurs dont les interruptions de la circulation sur les axes principaux des grandes villes, la fermeture des maisons le long de l'itinéraire du cortège présidentiel et l'installation des groupes de danse et des foules le long de l'itinéraire emprunté par ce mandataire de la divinité sur terre en constituent des moments significatifs. Un regard hâtif ou simpliste jeté sur ces indicateurs de l'extériorisation du pouvoir conduit l'observateur à en dégager une lecture accommodante qui insère ce cérémonial dans les attributs du pouvoir, reconnaissant par ce fait même son bien fondé. Une telle interprétation cache mal ses dessous partisans.

La reproduction de ce cérémonial comme prélude inaliénable à la sortie du chef de l'État et l'exigence de réussite absolue dont sont obnubilés les acteurs qui en ont la responsabilité apparaissent comme des indices révélant la dimension autoritaire et la véritable signification de ces artifices. En s'attelant à ce que la ville soit immobilisée, le pouvoir veut ainsi focaliser, sans au préalable requérir son consentement, l'attention de la masse urbaine sur lui, et entre de ce fait par effraction dans l'univers privé de la définition et de la classification des priorités journalières des populations en s'érigeant en priorité absolue. En condamnant les populations à arrimer leurs activités à son calendrier, le chef de l'État offre une démonstration que, de par ses fonctions, il est le citoyen des citoyens et que les autres constituent des « citoyens » de seconde zone dont les activités peuvent être victimes d'intrusions intempestives en fonction des humeurs du « *nkounkouma* »<sup>13</sup>.

13. Dans la langue beti, ce mot désigne le riche. Mais nous l'utilisons aussi ici dans le sens du mot *mod dzàal*, c'est-à-dire le chef (de village dans certaines situations). Il offre l'avantage de contenir les dimensions pouvoir et richesse que le beti attribue à celui qu'il considère comme *nkounkouma* aujourd'hui.

Il en est de même de la pratique de l'installation des groupes de danse le long du parcours emprunté par le président de la République. Si l'organisation de ces cérémonies de sortie est toujours « assaisonnée » avec la présence de groupes de danse, l'objectif recherché est loin d'être la satisfaction de la « coutume » de convivialité et de chaleur africaines que les adeptes d'un culturalisme à dessein s'empresseraient d'établir. L'une des raisons qui justifient la présence de ces femmes à la merci des vilenies du climat à ces « instants solennels de symbiose » du chef de l'État avec la masse est l'extrême désir qui les animent d'être enfin à côté<sup>14</sup> d'une personne dont les schèmes percepteurs du milieu s'assimilent à ceux que les premières ouailles de l'ère de l'implantation du christianisme au Cameroun avaient des prêtres occidentaux : les envoyés spéciaux de Jésus-Christ en Afrique.

La convocation de ces groupes de danse s'insère donc et au contraire dans une logique qui entre dans tout un processus conduisant à la déification et la sublimation du « souverain » suprême afin que, dans l'imaginaire collectif, toute équivoque soit dissipée en ce qui concerne la supériorité absolue du chef de l'État. Dans ce contexte, ces moments contribuent psychologiquement à renforcer le fossé entre le peuple et son dirigeant, en ce sens qu'ils suscitent davantage la dépendance des premiers vis-à-vis du second en installant dans leurs consciences individuelles une création artificielle (présence des groupes de danse aux sorties présidentielles) et en lui donnant une connexité avec le pouvoir, balisant par le fait même le penser, l'agir et l'être des populations dans le sens d'une approbation des stratégies arbitraires de distinction que nous avons examinées ci-dessus.

L'entreprise de balise de l'être des populations trouve, entre autres moments d'expression, les défilés organisés durant les deux fêtes d'envergure nationale : fête de la jeunesse (11 février), mais surtout la fête nationale (20 mai).

Les préparatifs ainsi que le déroulement de ces fêtes souscrivent eux aussi au registre de l'observation des rites divinatoires destinés, ainsi que nous venons de le démontrer, à sanctifier le sommet du pouvoir. La présence du chef de l'État à ces cérémonies en constitue la principale justification. Le déroulement des défilés organisés à ces occasions est toujours agrémenté d'une flopée de messages soigneusement consignés sur des pancartes qu'élèves, étudiants, militants et sympathisants du parti au pouvoir brandissent à la nation tout entière grâce aux prouesses de la télévision nationale.

14. Pour s'en faire une idée, il suffit de noter que des rivalités et des dissensions sont effectives entre les différents groupes de danse, rivalités se rapportant à la question de la proximité de l'emplacement occupé par un groupe de danse par rapport à l'itinéraire de la vedette afin d'espérer un contact physique avec elle. Dans cette perspective, les groupes de danse qui se retrouvent en position d'avant-garde sont généralement ceux qui ont des affinités d'origine avec le couple présidentiel. Le cas du groupe de danse Nkom koa qui regroupe les femmes du département de la Haute-Sanaga (qui est celui de la première dame) et qui se place toujours à la sortie du palais présidentiel et/ou à l'aéroport pour accueillir ou dire au-revoir au couple présidentiel en est révélateur.

En parcourant les messages véhiculés par ces pancartes, l'observateur découvre très aisément leur contenu édulcoré et lénifiant, donc obstructeur et occultateur de la « société en acte » (Ela 1994 : 44) et par conséquent l'intention d'instrumentalisation des populations réceptrices desdits messages par l'État au travers d'un véritable processus d'annexion feutrée de leurs subconscients qui masque mal un dessein d'infantilisation. La confirmation de cette préoccupation autoritaire de l'État se révèle définitivement dès l'instant où l'observateur ainsi titillé dans sa curiosité entreprend de s'enquérir des procédés d'élaboration de ces messages. Il découvre en effet que les « laboratoires » au sein desquels sont sortis ces messages, ainsi que les « techniciens » de cette pensée qui se veut unique sont loin d'être les acteurs du jour. Au contraire, il s'agit de « prouesses » des membres des strates bureaucratique-administrative et politique privilégiées de l'État qui, au cours d'une réunion de coordination des activités des différents ministères impliqués dans l'organisation de ces fêtes et présidée par le cabinet civil de la présidence de la République, procèdent à une véritable censure en supprimant « ce qui ne colle pas à l'actualité » et en corrigeant certains messages<sup>15</sup>.

Ces révélations sont à considérer avec beaucoup d'égard parce qu'elles nous mettent au centre d'une entreprise autoritaire. En effet, ce qui ne colle pas à l'actualité ici et que le cabinet civil de la présidence de la République, c'est-à-dire la structure la plus proche du président de la République, supprime est, en réalité, tout ce qui ne bénéficie pas de l'onction du pouvoir. Les messages qu'on corrige, quant à eux, sont ceux dont certains aspects font entorse aux perceptions du registre officiel soit en s'y écartant, soit en empruntant les chemins de la « déviance ». En un mot, cette réunion travaille à imposer des vues et à définir de façon unilatérale, les données, les visions et les perceptions qui devraient faire partie de l'univers mental des Camerounais.

Cette entreprise de surveillance a un double volet. Le premier consiste en une démarche édictrice. Le second, en revanche, se manifeste à l'observateur sous un aspect protecteur et bienfaiteur des strates bureaucratique-administrative et politique vis-à-vis des populations et cultive une certaine image de « Père Noël » desdites strates au cœur large et à la pensée toujours tournée vers la prompt satisfaction de leurs attentes et demandes. L'une des manifestations les plus patentes de cette « affectivité » organisée et toujours à la quête d'une contrepartie sont les initiatives « d'assistance » de la strate au pouvoir et de ses multiples ramifications. Les dons du couple présidentiel en direction de certaines couches de la population en constituent un exemple. Dans ce sens, les initiatives du Cercle des amies du Cameroun

15. Révélations d'un commentateur (expert du ministère de la Jeunesse et des Sports) du défilé du 20 mai 1999, interrogé par Ibrahim Cherif et Jessie Atogo Ekukole, tous deux journalistes à l'office de radio et télévision du Cameroun (CRTV) et couvrant ledit défilé. Sur les effets que produit cette violation des consciences des populations, lire Jean-Marc ELA (1990).

(CERAC)<sup>16</sup>, notamment son « joli cœur » aux femmes rurales de l'ensemble des dix provinces du Cameroun au cours de l'année 2000<sup>17</sup>, visent à les « capturer » et en même temps à renforcer l'image « d'homme providentiel », assisté d'une femme de cœur que le pouvoir assigne à son titulaire suprême. Les scènes où des vieilles femmes du Nord-Ouest appellent « Maman Chantal », une dame qui, pour certaines d'entre elles peut en être la petite-fille, confortent notre propos. Par ces actions, elle contribue à inscrire en permanence dans les consciences collectives le nom de son époux, et par ricochet du pouvoir dont il est à la tête, et à effacer ou à reléguer aux calendes grecques, ceux des concurrents de son époux majoritairement non à même de relever le défi. Dès cet instant, ces dons revêtent une signification ou un versant matraquant. Les publicités et propagande que les médias publics organisent avant et durant les cérémonies de distribution de ces dons en sont une preuve suffisante. Pour cerner la collusion des desseins que sous-tendent ces cérémonies de dons du couple présidentiel et leurs ambitions pouvoiristes, il suffit de constater la similitude des trajectoires publicitaires, qu'il s'agisse des dons de l'époux ou de l'épouse. La récurrence des concepts telles que la « magnanimité », « la sollicitude constante » dans la rhétorique officielle qui y est consacrée s'insère dans un registre qui construit l'image d'un couple présidentiel puisant dans ses ressources propres pour pallier la faim, les épidémies, promouvoir le bien-être des populations rurales, nécessiteuses urbaines etc. Or, tel n'est pas le cas. En veillant à ce que le nom de son chef soit en permanence associé aux projets et réalisations concernant ce qu'on pourrait appeler le développement d'une région<sup>18</sup>, le pouvoir procède à une appropriation du revenu national pour ensuite l'utiliser à des fins d'assujettissement et assurer par le fait même son contrôle des populations. Dès lors, la rareté dans son expression la plus complète que les populations vivent aujourd'hui apparaît comme l'un des piliers de la pratique autoritaire en ce sens qu'elle suscite le silence et contraint à la dépendance de ceux qui se présentent sous l'étiquette, fût-elle de façade, de « bienfaiteurs », parfois, quelles que soient leurs conditionnalités.

16. Structure élitiste créée à partir de la volonté de la première dame du Cameroun et recrutant ses membres dans la fine fleur de ce qui peut être considéré comme le microcosme féminin privilégié au Cameroun.

17. Durant l'année 2000 en effet, le CERAC a distribué du matériel de travail (brouettes, houes, machettes, arrosoirs, machines à écraser, etc.) aux femmes rurales des dix provinces que compte le Cameroun.

18. À titre d'exemples, le ministre des Travaux publics, Jérôme Obi Eta, annonçait, le 11 janvier 2001, le début des travaux de construction d'une autoroute sur l'entrée de la ville de Limbé, sur déblocage spécial du président de la République (Journal télévisé en français de 20 heures 30). Il en est de même de l'annonce le même jour du premier coup de pioche de travaux de construction de la route Ebolowa-Ambam-Frontière Gabon-Guinée équatoriale par le Premier ministre, représentant personnel du chef de l'État.

## Vers une déconstruction du substrat de démocratie

Les stratégies et les tactiques des strates au pouvoir que nous venons d'analyser et qui constituent leur « âme » sur un double fond de ségrégation sociale et de pérennisation de la mémoire autoritaire dans les consciences des élites bureaucratique-administrative et politique sont des repères à considérer avec davantage d'intérêt et de minutie dans une réflexion sur la démocratie au Cameroun, parce qu'elles révèlent l'état de la mentalité des acteurs qui, d'une part, ont en charge de poser les jalons de ce processus et, d'autre part, ont la responsabilité d'en assurer la conduite aujourd'hui au quotidien. En gros, l'univers de la symbolique et de la gestuelle du pouvoir ainsi que les envolées affectives de ce dernier en direction des populations sont un véritable piège à la démocratie, eu égard au dessein d'obstruction de celle-ci et de manipulation des citoyens qui les sous-tendent. En effet, le débat sur la démocratie pose la question, à notre sens fondamental, de la sortie d'un juridisme primaire, naïf ou de l'institutionnel qui se complairaient dans la célébration de la cure de jouvence, que l'armature des textes considérés avant l'année 1990 comme socle officiel de la pratique autoritaire a connu pour conclure à l'effectivité de la démocratie. Il invite donc à réorienter ou à recentrer la réflexion en considérant le « palier officieux » (Gurvitch 1963) du processus politique au Cameroun, palier dont les actes sont l'expression fidèle des convictions que les gouvernants se font du pouvoir et donc de la démocratie. En adoptant cette approche, on découvre que la problématique de la démocratie est désormais opératoire sur le terrain de l'arrimage des mentalités au nouveau modèle de société que véhicule la démocratie. Sur cette question, les gouvernants paraissent opter pour une démarche à reculons ou, dans la meilleure des hypothèses, font du sur place, favorisant ainsi la déconstruction du substrat de démocratie né des années 1990 et qui reconstruisait le versant institutionnel de l'État.

*Université de Yaoundé I, Cameroun.*

## BIBLIOGRAPHIE

BAH, T. & SAIBOU, I.

- 1997 « Relations inter-ethniques, problème de l'intégration nationale et de la sécurité aux abords du Lac Tchad », in P. NKWI & F. NYAMNJOH, *Équilibre régional et intégration nationale au Cameroun*, Yaoundé, African Studies Centre & Icassrt : 280-288.

BOURDIEU, P.

- 1979 *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit.  
 1982 *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard.

DURKHEIM, É.

- 1986 [1930] *De la division du travail social*, Paris, PUF.

ELA, J.-M.

- 1990 *Quand l'État pénètre en brousse. Les ripostes paysannes à la crise*, Paris, Karthala.  
 1994 *Restituer l'histoire aux sociétés africaines. Promouvoir les sciences sociales en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan.

ÉLIAS, N.

- 1985 [1969] *La société de cour*, Paris, Flammarion.

FOUCAULT, M.

- 1975 *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.

GOFFMAN, E.

- 1973 *La mise en scène de la vie quotidienne*, 2 t. 1. *La présentation de soi*, 2. *Les relations en public*, Paris, Éditions de Minuit.  
 1974 *Les rites d'interaction*, Paris, Éditions de Minuit.

GURVITCH, G.

- 1963 *La vocation actuelle de la sociologie*, Paris, PUF.

NGAYAP, P.-F.

- 1983 *Cameroun qui gouverne ? De Ahidjo à Biya, l'héritage et l'enjeu*, Paris, L'Harmattan.

ZAMBO BELINGA, J.-M.

- 1998 « L'opprobre dans le discours politique au Cameroun : de l'époque coloniale à nos jours », in *Annales de la faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines*, Université de Ngaoundéré, III : 77-97.

## RÉSUMÉ

Les processus de démocratisation initiés dans le continent africain au début de la décennie 1990 furent, eu égard aux paradigmes de liberté et de restauration du respect de la personne humaine qui, entre autres, en constituaient le socle théorique, porteurs au sein des populations africaines sujettes à une infantilisation permanente, d'un espoir considérable. Une frange importante de la population appréhendait ainsi cette nouvelle étape de l'histoire politique des sociétés africaines comme marquant l'avènement d'entités politiques juvéniles caractérisées fondamentalement par la disparition de schémas autoritaires d'organisation et de gestion de la cité et corollairement l'adoption d'un type de gouvernement peu coercitif et davantage promoteur de libertés. Les populations camerounaises ont partagé les mêmes convictions. Mais si la mise en marche de la démocratisation a, sur le plan institutionnel, effectivement contribué à élaguer l'armature coercitive légale au Cameroun, favorisant par le fait même l'érection d'une société légale avec un seuil autoritaire remarquablement amoindri, cette réduction de la portée autoritaire connaît des attermoissements et des tergiversations multiples au niveau des comportements et des pratiques des acteurs sociaux privilégiés, suscitant de ce fait un processus de restauration des pratiques autoritaires. C'est cet ensemble de pratiques visant à réinventer et à pérenniser, sous un registre officieux et symbolique, la logique autoritaire dans un contexte où la rhétorique officielle proclame l'appartenance à une société de liberté que ce travail tente d'analyser.

## ABSTRACT

*The Quest for Social Notability: Authoritarian Remanence and Democratization in Cameroon.* — Given its underlying ideals of freedom and respect for human beings, the democratization process launched on the African continent in the early 1990s bore hope for African peoples. For a large proportion of the population, including in Cameroon, this new phase in the political history of African societies signaled the introduction of “young political entities” as authoritarian forms of organization and political management disappeared and as less oppressive forms of government more inclined to advance basic freedoms were adopted. Although, on the institutional level, democratization has helped reduce oppressive aspects in Cameroon's legal system, the “authoritarian threshold” has been lowered with much hesitation and reluctance. As a result, authoritarian practices are being restored. These practices aim at reinventing and perpetuating in unofficial, symbolic ways an “authoritarian logic” in a context where officials are proclaiming freedom.

Mots-clés/Keywords : Cameroun, acteurs politiques, clientélisme, comportement politique, démocratisation, restauration de l'autoritarisme, Symbolique/Cameroon, patronage, politicians, democratization, restoration of authoritarianism, symbols.